

## 6 Société et Culture

## Hôpital psychiatrique de Melen/Après l'annonce faite en début de semaine Reprise effective des travaux de réfection des bâtiments depuis mercredi dernier

LBON

Libreville/Gabon

**ANNONCÉE** lors de l'assemblée générale tenue lundi dernier, par le secrétaire général du Syndicat national du personnel de santé (Synaps), Serges Mickala, la reprise des travaux des bâtiments de l'hôpital psychiatrique de Melen, arrêtés il y a cinq mois déjà, est effective, depuis le milieu de la semaine.

En effet, des difficultés de décaissement enregistrées par l'entreprise chargée de l'exécution desdits travaux, ont amené celle-ci à les suspendre, en attendant d'entrer en possession des fonds.

C'est donc désormais chose faite. D'où la réouverture du chantier pour une durée de deux mois. Les réfections, qui vont se dérouler en deux phases concernent, dans un premier temps, les



Photo : LBON

Des ouvriers en activité, à la reprise des travaux en milieu de semaine.

pavillons hommes et dames, le laboratoire, le service des entrées et la réception.

La reprise des travaux a constitué une source de motivation pour le personnel en service dans cette structure hospitalière spécialisée dans le traitement et le casernement des malades mentaux, en arrêt de travail depuis pratiquement deux ans.

Pour mémoire, une grève illimitée dudit

personnel, qui réclamait des meilleures conditions de travail, avait entraîné la fermeture au public de cet établissement. Malgré de nombreuses tentatives de négociations entre les partenaires sociaux, la direction générale et le ministère de la Santé, les grévistes étaient restés campés sur leur position.

Ainsi, dans le souci de désamorcer cette crise, pour le bonheur des usa-



Photo : LBON

Une vue du personnel de l'hôpital psychiatrique de Melen pendant la rencontre avec le bureau directeur du Synaps.

gers, le gouvernement, sur instructions du président de la République, Ali Bongo Ondimba, avait fini par adopter des mesures urgentes. L'une d'elles consistait à débloquer une somme de près de 600 millions de francs cfa. Mais, les retards observés dans le décaissement de ces fonds avait contraint les grévistes à accentuer la pression en libérant tous les malades internés. Et la capitale gabo-

naise s'en est trouvée envahie par ces patients atteints de démence mentale, qu'on peut croiser un peu partout depuis, les uns quasiment en tenue d'Adam. Au demeurant, les choses commencent petit à petit à rentrer dans l'ordre souhaité, avec cette reprise effective des travaux. D'autant plus que, d'une même voix, tous les agents ont promis de reprendre le travail dès la

livraison des premiers bâtiments en réfection actuellement.

Signalons qu'au cours de la rencontre de lundi dernier, Serges Mickala a aussi abordé le sujet concernant la grève qui sévit actuellement dans le secteur de la santé. A ce propos, il a déclaré que le mouvement continue jusqu'à la satisfaction totale des revendications des agents portant, notamment, sur le paiement annoncé par le gouvernement, selon lui, pour fin avril, de la Prime d'incitation à la performance (PIP), ainsi que sur la reprise cette année des concours professionnels et le paiement des rappels en juillet prochain.

Toutefois, « nous pouvons accorder un bémol si, et seulement si, les engagements pris par le gouvernement sont actés dans un document qui nous servira de référence. Sans cela, pas de reprise de travail », a-t-il déclaré.

## Solidarité/Atelier sur le dialogue national pour la santé des personnes âgées Pour un meilleur traitement des personnes âgées au Gabon

R.H.A

Libreville/Gabon

Organisé par le ministère de la Santé et l'Organisation mondiale de la santé, cette rencontre de deux jours a débouché sur plusieurs propositions.

**OUVERT** mardi dernier, l'atelier sur le dialogue national pour la santé des personnes âgées, à l'initiative du ministère de la Santé et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a débouché, mercredi, sur plusieurs recommandations à l'endroit du gouvernement gabonais, de l'OMS et de la société civile.

Au nombre de celles-ci figurent, entre autres, la question de la stigmatisation des personnes âgées,



Photo : R.H.A

Les participants, essentiellement les associations de personnes âgées et la société civile.

la prise en compte de celles vivant en milieu rural dans les données relatives à cette tranche de la population.

À l'endroit du gouvernement, les participants proposent de faire appliquer toutes les dispositions réglementaires régissant les personnes du troisième âge, l'actualisation ou la révision des lois obsolètes,

l'accès aux services de santé pour ces personnes fragilisées par le poids de l'âge et, surtout, le développement des partenariats avec des structures ou des familles.

Le chapelet de recommandations s'adresse également à l'OMS, qui doit intensifier les sensibilisations à l'endroit des populations et notamment des



Photo : R.H.A

Le Dr Jean Damascène Khouilla, inspecteur général (costume sombre) a clos les travaux au nom du ministère de la Santé.

jeunes, à travers l'élaboration et la diffusion des messages de sensibilisation dans les médias.

Pour finir, les participants suggèrent à la communauté de créer des espaces pour des activités communes développées autour des chefs de quartiers.

En clôturant les travaux, Dr Jean Damascène

Khouilla, inspecteur général du ministère de la Santé, a défini les différents objectifs de cette rencontre, qui visait à préparer l'élaboration de la stratégie nationale pour la santé des personnes âgées, à présenter la situation des personnes âgées au Gabon, la stratégie et le plan mondial de l'OMS sur le vieillissement et la

santé. Et, surtout, à discuter des problèmes prioritaires relatifs à la santé des personnes âgées, leurs causes et leurs conséquences, afin de proposer des axes prioritaires.

Cette rencontre, qui a vu la présence des associations "S.O.S vieillissement", le réseau francophone des aînés, des chefs de quartiers et quelques membres de la société civile, a été l'occasion pour les experts de cette question d'avoir des discussions sur la question du vieillissement, en vue d'une considération accrue de la santé de ces personnes vulnérables.

Elle a permis aussi de jeter un regard particulier sur cette tranche de la population, étant entendu que leurs conditions sociales et sanitaires nécessitent une mobilisation de tous.

### Petit angle

#### Des damnés de la société ?

R.H.A

Libreville/Gabon

**LES** personnes âgées représentent 6% de la population mondiale, soit 100 mille individus. Une grande partie de cette population est confrontée à

une régression de leur qualité de vie. Au nombre des difficultés auxquelles sont confrontées ces personnes vulnérables figurent, entre autres, la faiblesse à l'accès d'une alimentation riche et variée, associée à un faible accès aux services et soins de qualité, en dépit de la présence d'une Caisse na-

tionale d'assurance maladie et de garantie sociale (Cnamgs) sur le territoire national. Le sempiternel problème d'accompagnement à la retraite pose toujours problème pour le troisième âge. Bien que l'État gabonais ait prévu plusieurs dispositions pour la protection so-

ciale, on constate tout de même que 50% des personnes âgées n'ayant pas cotisé à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) n'ont pas de pension de retraite, ni de revenus pour vivre aisément. De plus, la modicité des sommes allouées aux nécessiteux est telle que leurs besoins pri-

maires ne peuvent être satisfaits. Car celles-ci oscillent entre 25 000 et 50 000 francs par an, soit entre 2 83 et 4 160 francs par mois. Si bien que les intéressés apparaissent comme les damnés de la société.

Favoriser le vieillissement en bonne santé dans notre

pays passe par la mise en place des politiques liées à l'habitat et au logement des personnes atteintes par le phénomène. Tout comme le transport public, les rampes d'accès, etc. Vivement que les recommandations faites au cours de cet atelier connaissent une réelle application!